

PROJET - ÉLECTIONS EUROPÉENNES 2019

**POUR  
UNE EUROPE  
DES NATIONS  
ET DES PEUPLES**



**Rassemblement  
National**

[rn-europeennes.fr](http://rn-europeennes.fr)



# UNION EUROPÉENNE : LE DÉSASTREUX BILAN

L'Union européenne s'est construite au gré des textes successifs, depuis le Traité de Rome en 1957, et des renforcements de ses prérogatives. Initialement, elle fut présentée aux peuples comme une organisation respectueuse des souverainetés nationales et susceptible d'apporter aux nations européennes la puissance collective, la croissance, l'emploi, la sécurité et la paix. Des promesses reniées, voire trahies.

## Un fonctionnement opaque, anti-démocratique et punitif :

L'adoption du traité de Maastricht en 1992 puis du traité de Lisbonne en 2008 (en violation du rejet du traité constitutionnel par les Français lors du référendum de 2005) ont été deux étapes décisives vers le fédéralisme européen, accordant des pouvoirs considérables à l'institution la moins légitime démocratiquement : la Commission européenne.

### Un fonctionnement opaque

En effet, **la Commission européenne détient à la fois l'exclusivité de l'initiative législative, l'édiction de la réglementation (les fameuses directives) et le contrôle** de leur transposition dans le droit national de chaque État membre. Législatif, exécutif et judiciaire, la Commission détient,



pour partie, les trois formes de pouvoir dont la séparation est pourtant un principe fondamental de la démocratie.

Trop souvent, le Parlement européen se comporte en simple chambre d'enregistrement des décisions initiées par des commissaires européens non élus, sans légitimité et totalement inconnus des peuples.

### Un fonctionnement anti-démocratique

Le processus de décision est vicié, les lobbyistes et groupes de pression (souvent au service des multinationales, d'intérêts catégoriels ou communautaires) ont une influence considérable et parviennent à imposer leurs orientations dans l'opacité la plus complète.

Les pouvoirs exorbitants dévolus à la Commission européenne ont permis par exemple à son Président, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker, d'aller **signer pendant l'été 2018 un accord de libre-échange avec le Japon** avant que le Parlement européen n'ait été ne serait-ce que consulté sur le sujet !

### Un fonctionnement punitif

Lorsque des pays exercent leur souveraineté nationale et refusent les orientations politiques de Bruxelles,



la Commission européenne met aussitôt en œuvre une batterie de mesures punitives. Ainsi, la Hongrie et la Pologne, pour avoir courageusement refusé les quotas obligatoires de migrants relocalisés sur leur sol, ont subi **la procédure dite « de l'article 7 » du Traité sur l'Union européenne, visant à les priver de leur droit de vote au Conseil européen !**

## COMMISSION EUROPÉENNE : LE MÉPRIS DU PEUPLE DANS SON ADN !

■ En janvier 2015, le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, avait déclaré « Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens ». En mai 2018, Günther Oettinger, Commissaire européen allemand (PPE)

avait affirmé « les marchés financiers vont apprendre aux Italiens comment voter » à la suite de la constitution d'une coalition gouvernementale Lega/M5S en Italie après les élections législatives. Ces propos montrent qu'ils savent qu'ils gouvernent contre le peuple mais surtout qu'ils sont prêts à utiliser tous les artifices juridiques ou les pressions pour empêcher les peuples de décider.

De même, après que le peuple britannique a fait le choix de quitter l'Union européenne, la Commission européenne a aussitôt dépêché Michel Barnier (LR) pour négocier avec Theresa May un accord de sortie qui n'en est pas un puisqu'il consiste à maintenir le Royaume-Uni dans tous les dispositifs actuels de l'UE jusqu'en 2022 avec prolongation possible au-delà.

Et ce **en continuant à contribuer comme avant au budget de l'Union européenne mais en étant privé de représentation au Conseil, à la Commission et au Parlement !** Ainsi, le choix démocratique des Britanniques en 2016 est ignoré et piétiné par les institutions européennes.

## Des orientations politiques désastreuses :

S'appuyant sur de grands dogmes inscrits dans les traités tels que la « **concurrence libre et non faussée** » ou la « **libre circulation des capitaux, des biens et des personnes** », la Commission européenne s'est engagée dans une inflation irresponsable de règles, de contraintes et de normes qui sont autant de coûts pour les entreprises et contribuent ainsi à fragiliser notre économie en la rendant moins compétitive.

## BUDGET DE L'UNION EUROPÉENNE :

### ILS DÉCIDENT, ILS DÉPENSENT, NOUS PAYONS !

■ Lorsque la France verse 100€ au budget de l'Union européenne, 43€ partent subventionner les États membres bénéficiaires nets. Parmi les dépenses actuelles de l'Union européenne, beaucoup pourraient – et devraient – être supprimées car elles empiètent sur la souveraineté des États ou se révèlent nuisibles. Ainsi, on pourrait économiser des milliards d'euros en mettant fin à la politique d'élargissement (crédits d'instrument d'aide à la pré-adhésion), en supprimant l'aide à la Turquie pour son chantage sur les migrants (1,5 milliard d'euros), en supprimant de très nombreuses et coûteuses agences européennes inutiles, etc.





Dans l'esprit des eurocrates, la construction européenne n'a pas pour objectif de donner un poids, une puissance, une indépendance et un rayonnement collectif aux nations d'Europe. Pour eux, il ne doit s'agir que **d'une étape vers le mondialisme total par la suppression des frontières et des protections** d'abord à l'intérieur de l'Union européenne puis à l'extérieur.

### **Concurrence déloyale à l'intérieur de l'Union européenne**

Ainsi, la directive sur le détachement des travailleurs adoptée en 1998 aboutit à une véritable préférence étrangère sur notre sol

puisqu'il est financièrement plus avantageux pour une entreprise d'embaucher un salarié d'Europe de l'Est (avec paiement des cotisations sociales dans son pays d'origine) qu'un salarié français.

### **... et à l'extérieur !**

De même, l'Union européenne multiplie les accords de libre-échange avec des pays du monde entier. Cela se traduit par la suppression des droits de douane, ce qui a tué notre industrie et menace très gravement notre agriculture.

L'accord de libre-échange avec le Canada (CETA) ou l'accord en cours de négociation avec les pays du Mercosur (marché sud-américain) vont **placer nos productions**

**agricoles françaises face à une concurrence déloyale** de produits provenant de pays qui n'ont pas du tout les mêmes exigences de qualité et ne respectent pas nos normes sanitaires, sociales et environnementales.

En outre, ce modèle de libre-échange généralisé et débridé qui consiste à **produire, à consommer et à retraiter les produits sur des continents différents est profondément anti-écologique. Pourtant**, l'impact environnemental des 50 000 super tankers qui sillonnent les océans – et polluent chacun autant que 50 millions de véhicules diesel individuels ! – n'est jamais évoqué par ces tenants du

mondialisme le plus inconséquent et irresponsable. Cette politique folle a un coût économique, social et écologique immense.

### **Suppression des frontières nationales et absence de frontières autour de l'Europe !**

Avec les accords de Schengen, signés en 1985 et appliqués à partir de 1995, les frontières nationales ont été abaissées mais l'Union européenne est de surcroît devenue un espace ouvert à tous les vents puisqu'il n'y a jamais eu de volonté de protéger les frontières extérieures en contrepartie de la libre-circulation à l'intérieur.

## **RENÉGOCIER LES TRAITÉS EUROPÉENS, C'EST URGENT MAIS C'EST SURTOUT POSSIBLE !**

■ Ceux qui veulent accélérer dans le fédéralisme européen expliquent toujours que toute renégociation des traités serait impossible puisqu'il faudrait obtenir l'unanimité des Etats membres. Il s'agit là d'un argument juridique qui nie la réalité politique : **partout en Europe s'exprime la volonté d'une Union européenne plus souple, plus démocratique** et dont les orientations politiques seraient drastiquement différentes. Ainsi, nous arrivons aujourd'hui à

une situation de blocage institutionnel puisque les décisions prises par la Commission et adoptées ensuite par le Parlement se trouvent (et c'est en général heureux !) bloquées au Conseil où une minorité de blocage est en train de s'affirmer progressivement. Ainsi **les procédures de sanction contre la Hongrie et la Pologne n'ont aucune chance d'aboutir puisqu'il n'y a ni unanimité ni même majorité** qualifiée pour valider ces mises au ban. De même, la réforme Dublin IV qui entraînerait toujours plus de laxisme pour l'octroi de l'asile en Europe, est également bloquée au Conseil par beaucoup de pays qui n'acceptent plus ces orientations (Pologne, Hongrie, Autriche, etc.)



**Ce laxisme a rendu les nations d'Europe vulnérables à l'immigration clandestine qui se cumule à une immigration régulière massive.** Là encore, ce scénario qui menace l'identité, la sécurité et la prospérité de nos nations, était voulu par les eurocrates. Le commissaire D. Avramopoulos a ainsi déclaré que « l'accueil de l'immigration de masse est non seulement un impératif moral mais aussi un impératif économique et social pour notre continent vieillissant ».

***Pour relever les défis à venir, remettre les nations au cœur de l'Europe***

Les nations européennes doivent relever les grands défis à venir : **protéger nos identités pour nous projeter vers l'avenir, affirmer nos valeurs de civilisation face à l'islamisme, renforcer notre sécurité, préserver nos emplois et nos modèles de société...** Il est désor-

mais urgent de modifier de fond en comble les textes européens et de tout changer, aussi bien dans le fonctionnement des institutions européennes que dans leurs grandes orientations politiques.

Cette volonté d'en finir avec l'impuissance et les échecs de l'Union européenne actuelle s'exprime désormais partout sur le continent : les peuples veulent une Europe des nations et des protections, respectueuse des souverainetés et singularités nationales.

Il s'agit dès lors de définir enfin le projet européen qui ne peut plus être une construction abstraite entre les mains de technocrates. De définir aussi **ce qu'est l'Europe : son identité, ses contours géographiques et ses valeurs de civilisation.** Il s'agit enfin de définir des grands objectifs politiques et une manière démocratique et efficace de les mettre en œuvre en respectant la volonté des peuples exprimée dans les urnes.





# L'EUROPE : **UNE CIVILISATION EN HÉRITAGE ET EN PARTAGE, UNE HISTOIRE ET DES NATIONS**

La coopération européenne ne peut s'envisager sans définir ce qu'est l'Europe. Les nations d'Europe ont en commun **des valeurs de civilisation, des racines et une histoire communes** qu'elles puisent dans la Grèce et la Rome Antique puis la Chrétienté et l'humanisme de la Renaissance. Dans l'histoire, même assez récente, les pays d'Europe ont connu des conflits et des guerres souvent liés aux velléités d'ériger des empires en subordonnant et en niant les réalités nationales. Il faut se garder de cette dérive qui caractérise aujourd'hui l'Union européenne.

## › **Promouvoir nos valeurs de civilisation européenne**

## **L'Europe : une réalité géographique... et des voisins**

La coopération européenne ne peut s'envisager sans définir où s'arrête l'Europe. Les élargissements successifs de l'Union européenne l'ont fragilisée. Il faut en finir avec cette logique qui pousse les eurocrates à vouloir intégrer



la Turquie au sein de l'UE ! Il faut néanmoins bien sûr entretenir des relations politiques et développer un partenariat privilégié avec les pays limitrophes de l'Europe.

Ainsi, nous devons avoir une politique ambitieuse de développement des pays d'Afrique en conditionnant notamment les aides financières à une étroite coopération pour maîtriser les flux migratoires vers l'Europe. S'agissant de la Russie, il faut en finir avec la guerre froide que lui mènent les institutions européennes. La spirale des sanctions de l'UE et des embargos, en retour, sur nos productions est aussi nuisible à l'Europe qu'à la Russie.

## › **Non à la Turquie dans l'UE**

## › **Rétablir des relations équilibrées avec la Russie comme avec les Etats-Unis**



## L'Europe des nations : un projet au service des peuples

### *Face à l'immigration, des frontières qui protègent !*

Pour assurer la sécurité des peuples, il est urgent de **protéger les frontières extérieures de l'Europe** par une coopération renforcée entre nos pays. Mais cette politique ne sera pas suffisante si on ne rétablit pas des contrôles aux frontières nationales en respectant les choix des États membres et **en sortant de la logique de libre circulation de Schengen**.

Parallèlement, une vraie politique de dissuasion de l'immigration

doit être engagée : réserver les aides sociales à nos compatriotes, refuser le laxisme dans l'octroi de l'asile, expulser systématiquement les clandestins, stopper l'immigration légale, cesser le renouvellement automatique des titres de séjour, etc.

- › **Protéger ensemble les frontières extérieures de l'Europe**
- › **Rétablir les contrôles aux frontières nationales**
- › **Avoir une politique migratoire ferme : refonte du système d'asile, arrêt de l'immigration légale, expulsion des clandestins, priorité nationale pour les aides**

## Mener et gagner la guerre contre l'islamisme

L'immigration massive subie par l'Europe depuis des décennies et l'abaissement des frontières rendent **les pays d'Europe très vulnérables face à la menace islamiste** et à la prolifération de cette idéologie politico-religieuse sur notre sol. Il est temps de considérer qu'il s'agit là d'un grand défi collectif à relever, qui nécessite une volonté politique et une coopération entre les services de police et de justice.



➤ **Expulser les islamistes étrangers**

➤ **Fermer les mosquées radicales**

### VOTES DES DÉPUTÉS EUROPÉENS LR : **CE QUI EST VOTÉ À BRUXELLES DOIT RESTER À BRUXELLES...**

■ L'heure est au bilan de la mandature pour les amis de Laurent Wauquiez. Et ce bilan est accablant : jamais la distorsion n'aura été aussi grande entre ce qu'ils disent à Paris et ce qu'ils votent à Bruxelles ou à Strasbourg ! Ainsi, le 16 février 2017, les députés LR ont voté « pour mettre à profit le potentiel du traité de Lisbonne » afin de mettre en place un système juridique et législatif contraignant **« pour la répartition et la réinstallation des migrants »**. Alain Cadec, député LR sortant, précisant « nous devons accepter qu'un certain

nombre de migrants soient relocalisés dans nos pays par un mécanisme contraignant de quotas ». Le 6 juillet 2017, les mêmes députés LR se sont **opposés à l'arrêt du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE !** Le 8 juillet 2015, ils ont aussi **voté en faveur des négociations pour un traité de libre-échange avec les Etats-Unis** et votent systématiquement pour la suppression des protections économiques. Le 14 mars 2018, ils ont voté en faveur d'une taxe à l'échelle européenne pour financer le budget de l'UE. Pas plus tard que le 13 février dernier, la plupart des députés européens LR ont voté pour des textes renforçant le regroupement familial des étrangers et pour la relocalisation des migrants. Et ils vont continuer à oser dire à Paris qu'il faut lutter contre l'immigration, protéger notre économie et baisser les impôts !

## En finir avec la concurrence économique déloyale organisée par Bruxelles !

Notre économie, nos emplois et nos industries doivent être protégés. Le dogme de la « concurrence libre et non faussée » aboutit au désengagement de l'État de tous les secteurs stratégiques et à l'asservissement de l'économie réelle aux intérêts de la finance internationale.

L'acceptation de l'union douanière nécessite, en contrepartie, que la France puisse mettre en œuvre le **patriotisme économique en rendant les entreprises françaises prioritaires dans la commande publique.**

Le marché unique européen est devenu le prétexte à une véritable concurrence déloyale à laquelle il faut mettre fin en **abrogeant la directive sur le travail détaché** qui s'apparente à une véritable préférence étrangère. En effet, le coût de revient d'un travailleur d'Europe de l'Est est très inférieur à celui d'un salarié français en raison principalement du paiement des cotisations sociales dans le pays d'origine.

Ce système constitue une injustice d'autant plus insupportable qu'un chômage de masse frappe la France. Le travail détaché fait par ailleurs l'objet de nombreuses

fraudes, ainsi que l'a révélé un récent rapport de la Cour des Comptes.

De même, est-il normal qu'une entreprise qui pratique la délocalisation à outrance et donc fait payer son avantage tarifaire par du chômage supporté par la collectivité se retrouve avantagée dans les marchés publics grâce à une falsification des coûts réels ? L'argent public doit servir aussi à encourager les entreprises qui prennent en compte le développement des économies locales, les nécessités collectives et l'intérêt national.

- › **Abroger la directive sur le travail détaché**
- › **Mettre fin au dogme de la libre concurrence et priorité aux entreprises françaises dans la commande publique**
- › **Reconnaître la responsabilité nationale de l'entreprise (RNE) pour encourager les comportements vertueux (refus des délocalisations, embauche d'une main-d'œuvre nationale, incitation à recourir à des fournisseurs ou des produits locaux) et l'intégrer dans les critères d'attribution des marchés publics**

## Pour préserver nos emplois et l'environnement : remplacer le libre-échange par le juste-échange !

La multiplication des accords de libre-échange de l'Union européenne avec tous les pays de la planète fait subir à notre économie une **concurrence déloyale qui a déjà quasiment tué notre industrie et tuera demain notre agriculture.**

Il faut en finir avec le sans frontières commercial consistant à fabriquer des produits en Asie, à les vendre en Europe et retraiter les déchets en Afrique. Nous devons au contraire **rétablir des protections douanières** (taxes, quotas et contingentements) aux frontières de l'Europe comme le font d'ailleurs toutes les grandes économies

(les États-Unis, l'Inde, le Japon, etc.). Le libre-échange dérégulé est profondément anti-écologique.

Il faut favoriser la **relocalisation des activités humaines et privilégier les circuits courts**, le localisme, c'est-à-dire la production, la consommation et le retraitement dans un périmètre géographique le plus raisonnable possible.

- › **Stopper la concurrence déloyale et instaurer le juste-échange**
- › **Favoriser le localisme en détaxant les circuits courts et en surtaxant les importations mondialisées anti-écologiques**

## Préserver notre pouvoir d'achat : non à « l'harmonisation sociale » !

Dans leur démarche de fédéralisme à marche forcée, les eurocrates au nom d'une prétendue « harmonisation sociale » veulent instaurer des règles communes pour le salaire minimum. Le SMIC se situant par exemple à 280 euros bruts en Roumanie et à 1500 euros bruts en France, **cette harmonisation aboutirait en pratique à l'effondrement des salaires** et donc du pouvoir d'achat dans les pays d'Europe





occidentale. Mme Loiseau, la tête de liste LREM, défend l'idée d'un SMIC européen : il faudrait qu'elle en explique aux Français les conséquences qui en résulteraient sur leur niveau de vie !

› **Refuser les alignements sociaux et fiscaux qui ne peuvent se faire qu'au détriment des Français**

## **Moins d'impôts en France, pas d'impôt européen !**

Les Français subissent un niveau d'imposition confiscatoire avec des prélèvements obligatoires se situant à environ 48% de notre PIB, soit 10 points de plus que la moyenne des pays de l'OCDE. Le bloc majoritaire au Parlement européen, c'est-à-dire les groupes PPE (dont fait partie LR), socialistes et libéraux (dont font partie les macronistes), souhaite désormais développer des « ressources propres » pour l'Union européenne.

En clair, **il s'agit d'un impôt européen qui, loin de se substituer à la fiscalité nationale, s'y ajouterait !** Une position soutenue par Emmanuel Macron lui-même. Cette dérive est d'autant plus insupportable que la contribution de la France au budget européen est en hausse : environ 21,5 milliards d'euros ont été budgétisés

pour 2019. Or nous n'en récupérons qu'une partie principalement au titre de l'agriculture. Ainsi, en 2016, notre participation au budget de l'Union européenne nous a coûté autour de 9 milliards d'euros. En 20 ans la France a multiplié par 12 sa participation au budget de l'UE et a ainsi perdu 100 milliards d'euros !

› **Baisser les impôts pour les Français**

› **Baisser les taxes sur les TPE-PME**

› **Baisser la contribution de la France au budget de l'UE**

## **Arrêter la PAC et instaurer une Politique agricole française**

Il n'est plus supportable que **des commissaires européens décident de la politique agricole de la France.** Par la qualité et la diversité de ses productions, la France détient une richesse immense, fruit d'un savoir-faire plurimillénaire, de la transmission de traditions et du sacrifice de nos ancêtres.

Nous devons protéger et valoriser cette exceptionnelle richesse en protégeant la polyculture, les petites et moyennes exploitations agricoles et en définissant nos propres objectifs nationaux afin

d'assurer notre autosuffisance alimentaire. Cela nécessite qu'une grande Politique agricole française se substitue à la PAC, l'actuelle Politique agricole commune.

- **Protéger l'agriculture française face à la concurrence déloyale**
- **Mettre en valeur et favoriser à l'international les richesses de notre terroir**

## **Zone euro : la monnaie doit être un outil au service de notre économie !**

À l'évidence, **l'euro tel qu'il fonctionne aujourd'hui sert les intérêts de l'Allemagne** et des anciens pays de la zone Mark, au détriment de la plupart des 19 autres pays de la zone euro.

La France quant à elle, avec une **balance commerciale déficitaire**

**de 60 milliards d'euros**, aurait évidemment besoin d'une monnaie moins forte afin de relancer ses exportations et oxygéner son économie. Il faut donc modifier le fonctionnement de la zone euro afin d'aligner la création monétaire sur les besoins de l'économie réelle, par exemple en augmentant la proportion de la dette nationale que peuvent détenir les banques centrales nationales.

La BCE pourrait également se voir assigner le mandat explicite de combattre le chômage, comme c'est le cas de la Fed aux États-Unis.

- **Aligner la création monétaire sur l'économie réelle plutôt que sur la finance**
- **Intégrer la lutte contre le chômage dans le mandat de la BCE**





# L'EUROPE DES NATIONS : **UNE NOUVELLE ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**



## **La démocratie pour en finir avec la technocratie**

Si l'Union européenne est à ce point opaque, autoritaire et coupée des réalités et des aspirations des peuples, c'est notamment en raison de son organisation institu-

tionnelle qui écarte du processus de décision les peuples et même plus largement les gouvernements des États membres, qui sont pourtant l'émanation de la volonté populaire.

**La Commission européenne détient un immense pouvoir au détriment des autres institutions, alors qu'elles ont pourtant davantage de légitimité démocratique.**

En effet, la Commission dispose de prérogatives largement supérieures à celles d'un gouvernement : elle a l'initiative législative, la réglementation, le contrôle de l'application et s'érige aussi en « gardienne des traités ».

➤ **Réviser les traités européens pour rééquilibrer les institutions**

## **VOUS AVEZ DIT « CHANGER L'EUROPE » ?**

■ Non sans candeur, ou plutôt avec une certaine forme d'hypocrisie, la tête de liste LR François-Xavier Bellamy, explique que son projet est de « changer l'Europe ». Mais cette Union européenne avec ses orientations désastreuses, ses

dérives anti-démocratiques et ses errements, c'est la leur ! Les députés LR sont une des principales formations du groupe parlementaire PPE. Dans les statuts du PPE, il est clairement indiqué que l'objectif est d'aboutir à une organisation fédérale de l'Europe. Et **le PPE détient tous les pouvoirs et tous les postes-clés dans les institutions**

**européennes** : Angela Merkel (PPE Allemande) est la grande prêtresse de l'UE, Jean-Claude Juncker (PPE Luxembourgeois) est le Président de la Commission, Donald Tusk (PPE Polonais) est le Président du Conseil et Antonio Tajani (PPE Italien) est le Président du Parlement ! On se demande bien ce que M. Bellamy voudrait changer...

## Rendre le pouvoir aux peuples en supprimant la Commission européenne

Composée de 28 commissaires qui n'ont pas été choisis démocratiquement, d'un Président ivre de son pouvoir et de 34 000 (!) fonctionnaires, la **Commission européenne symbolise à elle seule les errements et les dérives** inacceptables des institutions européennes.

Elle doit être purement et simplement supprimée au profit du Conseil et du Parlement dont les fonctions seraient redéfinies.

- **Supprimer la Commission européenne**
- **Instaurer le Référendum d'Initiative Citoyenne (RIC) au niveau national pour orienter les décisions**

## CJUE – CEDH : **HALTE AU POUVOIR DES JUGES SUPRANATIONAUX !**

■ Les institutions judiciaires européennes (Cour de Justice de l'Union européenne et Cour européenne des droits de l'homme) participent trop souvent à l'amplification des dérives des institutions européennes. En effet, leur jurisprudence va presque systématiquement dans le sens de la restriction des souverainetés nationales. **Si les juridictions judiciaires françaises sont déjà largement contestées, celles de l'Union européenne ou dépendant du Conseil de l'Europe le sont encore davantage**, surtout quand elles valident l'application de la Charia en Grèce au nom d'une prétendue tradition locale ou qu'elles empêchent la France d'expulser des terroristes islamistes de son sol au prétexte qu'ils risqueraient de subir de mauvais traitements dans leur pays d'origine ! Il est urgent de restituer la primauté du droit national sur celui des instances supranationales.





## Rendre aux gouvernements nationaux l'initiative des coopérations européennes

Composé des représentants de chaque gouvernement national (ministres et Premiers ministres), **le Conseil est l'institution qui doit disposer de l'exclusivité de l'ini-**

**tiative législative** pour mettre en œuvre les coopérations. Et chaque État membre doit pouvoir décider s'il s'implique ou non dans une politique de coopération.

› **Transférer l'initiative législative au Conseil européen (les gouvernements des États-membres)**

## MACRON-MERKEL : TOI ET MOI CONTRE L'EUROPE ENTIÈRE !

Au début de son quinquennat, Emmanuel Macron a multiplié les coups de menton en expliquant qu'il allait s'imposer sur la scène européenne et la bouleverser. Deux ans plus

tard, c'est **l'isolement, l'impuissance pour ne pas dire l'inexistence du Président français qui apparaît au grand jour** : il n'a rien obtenu de positif sur le travail détaché malgré sa tournée des capitales d'Europe de l'Est et il est seul avec Angela Merkel et le gouvernement socialiste espagnol à défendre encore l'accueil des

migrants clandestins en Europe. Récemment, son traité d'Aix-la-Chapelle, signé à la hâte avec Merkel est apparu comme une reddition volontaire de la France aux intérêts et positions de l'Allemagne, qui n'en demandait pas tant. Et ce alors même que Merkel est désormais en pré-retraite, terriblement affaiblie par les divisions de son parti !

## BILAN CHIFFRÉ DES DÉPUTÉS EUROPÉENS RN ÉLUS EN 2014

### Les coopérations pour en finir avec le fédéralisme

Ainsi, **chaque pays peut apprécier, en fonction de ses intérêts propres et de ses spécificités, s'il est souhaitable ou non qu'il s'investisse dans un domaine de coopération européenne.** Ce système souple a déjà été éprouvé avec succès : Arianespace et Airbus ne doivent rien à la Commission européenne.

Il s'agit de **coopérations librement consenties** à l'initiative de certains pays (sans rien imposer aux autres) et qui ont permis à l'Europe d'exister en tant que pôle de puissance industrielle dans les secteurs concernés.

► **Permettre aux Nations de choisir librement les projets de coopération auxquels elles participent**



Malgré le sectarisme du PPE (le parti européen auquel appartient LR), des socialistes et des libéraux qui constituent le bloc majoritaire au Parlement européen, les députés européens du Rassemblement national élus en 2014 ont de loin été les plus assidus et les plus actifs pendant la mandature. Leur activité parlementaire apporte la démonstration éclatante d'une omniprésence sur tous les sujets et sur tous les dossiers.

Ainsi, ils ont déposé **14 900 amendements, rédigé 1340 questions écrites, assuré le suivi en tant que rapporteurs de 412 dossiers et effectué 8465 prises de parole** ! Ils surclassent de très loin leurs concurrents qui ont été moins présents et moins actifs. Un député RN a déposé en moyenne 993 amendements au cours du mandat quand un député LR n'en a présenté que 605. Et il en est de même dans tous les domaines de l'activité parlementaire.

### Le Parlement européen doit mettre en œuvre les coopérations

Le Parlement pourrait ensuite élaborer les textes et charger un secrétariat administratif des dispositions d'application concrète. Les membres du Parlement européen devraient être des parlementaires nationaux délégués par les États membres.

► **Redéfinir le rôle et le fonctionnement du Parlement pour qu'il soit au service des nations et non la chambre d'enregistrement de la Commission**

